

*Huile et pétrole*

Si nous voulons assurer notre approvisionnement, il importe, en plus de la diminution de nos exportations vers les États-Unis, d'entreprendre la construction d'un pipeline entièrement canadien dans l'Est du Canada. Ce pipeline devrait partir du Manitoba, se diriger vers le Nord de l'Ontario, passer par Montréal et aboutir aux Maritimes. Je me suis fait plusieurs fois le défenseur de ce projet au cours de la dernière législature. Le ministre m'a alors répondu que cette construction était impossible car elle prendrait un an de plus que le projet de pipe-line de Sarnia à Montréal. Les retards survenus dans l'exécution de ce dernier projet équivalent maintenant à l'année supplémentaire qu'il aurait fallu pour construire une voie entièrement canadienne.

Au cours de la dernière législature, j'ai également discuté avec le ministre des avantages d'un pipe-line de Sarnia à Montréal par opposition au prolongement de Toronto à Montréal du pipe-line existant. Le ministre prétendait que le pipe-line de Sarnia était nécessaire parce qu'il pouvait transporter 500,000 barils par jour. Or, il est maintenant censé n'en transporter que 300,000 et l'Interprovincial n'en est même pas certaine. Un oléoduc transcanadien nous donnerait l'occasion d'installer une industrie pétrochimique dans le nord de l'Ontario. Et bien plus, cela nous permettrait d'apporter le pétrole de l'Ouest qui coûte moins cher à notre marché de l'Est et nous serions rassurés en sachant qu'il ne traverse que le territoire canadien. Cela nous ramène une fois de plus à la question de la sécurité.

Je suis tout étonné de voir que le gouvernement canadien négocie présentement avec les États-Unis un approvisionnement assuré par oléoduc. J'ai toujours supposé que nous avions signé un traité avec les États-Unis garantissant l'approvisionnement par le pipe-line qui part de l'Ouest, traverse l'Alberta et le Manitoba, se rend à Chicago et rejoint Sarnia. Il y a également un pipe-line entre Portland (Maine) et Montréal.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous dit maintenant que le Canada est en train de négocier avec les États-Unis un approvisionnement assuré. Mais que veulent les Américains? Un oléoduc et un gazoduc traversant la vallée du Mackenzie. Les incidences sont graves.

Les pipe-lines canadiens qui traversent le territoire américain ne sont pas en sécurité. Lorsqu'il s'agit de prouver la nécessité d'avoir un pipe-line le long du Mackenzie, ce sont les Américains qui ont le haut du pavé. Ce n'est ni plus ni moins qu'une forme de chantage. Un trajet entièrement en territoire canadien éviterait certainement cet écueil.

En outre, afin d'assurer notre approvisionnement futur, nous devons commencer à exploiter les sables bitumineux de l'Athabasca. Nous devons fournir un effort concerté pour en faire une source d'énergie. Au cours de la dernière législature, le ministre a dit à plusieurs reprises que les sables bitumineux de l'Athabasca sauveraient le Canada. C'est une source d'approvisionnement sûre. Il a fallu construire les usines et commencer la production à cause du décalage. Je n'entends plus le ministre traiter les sables bitumineux de l'Athabasca de planche de salut. Il importe de comprendre pourquoi le silence s'est fait soudainement.

Le Canada a une occasion en or de s'orienter vers l'autarcie. L'occasion s'offre à nous, en ce moment, du fait qu'une des sociétés multinationales privées se retire du projet d'exploitation des sables bitumineux. C'est une chance inouïe pour une société nationale des pétroles de s'associer à une entreprise qui cherche à mettre en valeur

les sables bitumineux à des conditions imposées par les Canadiens, au profit des Canadiens, et non pour les marchés d'exportation des États-Unis.

Au cours de la dernière législature, nous avons demandé que le gouvernement fédéral et les provinces partagent à raison de 50 p. 100 les recettes provenant de la taxe d'exportation du pétrole. Les provinces pourraient ainsi disposer d'un revenu supplémentaire et de l'aide du gouvernement fédéral pour mettre au point le projet d'exploitation des sables bitumineux. Notre proposition a été refusée. À l'heure actuelle, grâce à la taxe à l'exportation, le gouvernement fédéral a enregistré un excédent d'environ 200 millions de dollars cette année. Qu'en fera-t-il? Cet excédent servira-t-il au développement de l'énergie? Il nous importe d'obtenir des réponses à ces questions.

Un autre moyen d'assurer aux Canadiens de demain des approvisionnements suffisants de pétrole consiste pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à vanter sérieusement les avantages de la conservation de l'énergie. Je ne veux pas dire par là qu'il faut éteindre les lumières sur la colline parlementaire. Il faut amener les Canadiens à se soucier de la conservation parce que, je le répète, d'ici cinq ans, nous ne pourrions plus suffire à nos propres besoins en matière d'énergie.

Il est intéressant de noter que pendant les années 50, le taux de croissance de la demande d'énergie au Canada a été de 4 p. 100 par année. Dans les années 60, il est passé à 5,5 p. 100. La consommation canadienne est cinq fois celle de la consommation mondiale moyenne.

Il appartient au gouvernement d'instaurer des politiques de conservation de l'énergie, par exemple, en établissant des normes d'isolation plus élevées pour les nouvelles maisons et en encourageant les transports en commun: autobus et trains. Calculé en milles-passagers, l'avion exige 10 fois plus de carburant que les autobus, six fois plus que les trains et 4 fois plus que les automobiles. Et pourtant, le ministre des Transports (M. Marchand) poursuit son programme ADAC, l'avion à décollage et atterrissage courts. Il devrait investir davantage dans les transports en commun, c'est-à-dire les trains et les autobus.

Pour favoriser la conservation, le gouvernement fédéral devrait exhorter les provinces à réduire la vitesse sur les grandes routes à 50 milles à l'heure. La voiture qui roule à 70 milles à l'heure consomme entre 15 et 25 p. 100 d'essence de plus qu'elle ne le fait à 50.

Si le ministre avait le courage d'exhorter les Canadiens à baisser le thermostat de leur résidence de quatre degrés, nous épargnerions l'équivalent de 900 millions de gallons de fuel domestique par année, soit environ 10 p. 100 de toute l'énergie utilisée pour le chauffage. Nous devrions commencer à nous faire à l'idée que nous devons renoncer au gaz naturel comme combustible servant à produire de l'électricité, car c'est du gaspillage que de l'utiliser à cette fin. Nous devrions en outre dissuader les gens de chauffer leur logis à l'électricité, car il se dépense plus d'énergie pour produire l'électricité que de raison, compte tenu de ce qu'il faut d'énergie électrique pour chauffer nos foyers. Voilà des mesures positives que le gouvernement pourrait prendre pour en arriver à garantir nos futurs approvisionnements de pétrole.

Comme troisième élément, une politique nationale de l'énergie devrait sûrement comporter une politique des prix qui avantage les Canadiens. Au cours de la dernière législature et même avant, le Nouveau parti démocratique a préconisé un système de double prix pour le pétrole. Ainsi, le prix payé par les Canadiens serait inférieur au prix payé sur le marché mondial, et nous pourrions expor-